

RENTREE DU SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

200 000 nouveaux stagiaires attendus

S'adressant hier à ses directeurs de wilaya de la formation professionnelle, M. El Hadi Khaldi a déclaré que la rentrée pour le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels sera différée cette année au 25 octobre prochain. Les centres accueilleront 654 000 stagiaires dont 200 000 nouveaux inscrits.

F.- Zohra B. - Alger (Le Soir) - Selon le ministre, la décision de retarder la rentrée pour son secteur est dictée par la volonté de permettre aux parents d'élèves de finaliser les opérations de recours et autres formalités au niveau du secteur de l'éducation et d'avoir le temps par la suite de choisir les formations adéquates pour leur progéniture.

Pour M. El Hadi Khaldi, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, la priorité pour cette rentrée sera la prise en charge des personnes sans niveau d'étude et

ce plus particulièrement dans les zones isolées. «Suite à la décennie noire, nous nous retrouvons avec des jeunes qui ne sont jamais allés à l'école et âgés notamment de 14 et 15 ans.

Il faut leur donner une chance de reprendre leur formation et les prendre en charge au niveau de la formation professionnelle. Ils disposent ainsi de 80 spécialités qu'ils peuvent rejoindre», a déclaré le ministre. Revenant sur son audition par le président de la République, M. El Hadi Khaldi a expliqué que pour les grands axes de la rentrée, il s'agit de s'appuyer sur les principales recommandations émises par le chef de l'Etat.

A cet effet, il a été créé un comité pédagogique qui se chargera de cibler les spécialités destinées aux futurs formés sans niveau d'étude. Il s'agit du comité «Alphabétisation et qualification».

Tout en expliquant que la demande de formation exprimée est importante, il évoquera

la disponibilité de 300 filières. Notons, par ailleurs, que la formation doit répondre aux besoins du marché, le ministre a aussi expliqué qu'il sera accordé une attention particulière à la hausse du niveau de formation à travers la formation des formateurs.

Pour cet objectif, une enveloppe de 700 millions de dinars sera accordée. Une enveloppe de 40 milliards de dinars sera réservée à l'installation de l'Internet à travers les centres qui seront d'ailleurs connectés entre eux avant le mois de décembre prochain. A cet effet, un contrat de gré à gré a été établi avec Algérie Télécom. Pour cette rentrée, 1035 établissements de formation ouvriront leurs portes pour accueillir plus de 654 000 stagiaires dont 200 000 nouveaux inscrits. Il est à noter que les métiers manuels représentent 79,60% des effectifs prévisionnels. Ceci étant alors qu'une offre de formation concernera 25 000 femmes au foyer.

F. -Z. B.

ÉNERGIE ET RESSOURCES EN EAU

Khelil et Sellal auditionnés par la commission finances de l'APN

La troisième partie du réacteur nucléaire Es-Salam à usage pacifique, sera finalisée au titre du programme de recherche scientifique et d'énergie nucléaire.

C'est ce que le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, a assuré samedi dernier aux membres de la commission des finances et du budget de l'APN (Assemblée populaire nationale).

Chakib Khelil était auditionné dans le cadre de l'examen du budget de son secteur au titre du projet de la loi de finances pour 2009. Un budget qui ne sera guère différent de celui de 2008, selon le ministre de l'Energie qui a évoqué, s'agissant du budget d'équipement, les projets structurants d'une valeur de 50 milliards de dinars, tels le gazoduc Est-Ouest, la liaison électrique Nord-Sud, l'électrification rurale et la distribution de gaz. Chakib Khelil a également indiqué que 12 unités de dessalement d'eau de mer sont en cours de réalisation.

Dans ce sens, le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, auditionné de manière similaire, a indiqué qu'un programme a été mis en place pour la réalisation de plusieurs stations, dont certaines sont déjà opérationnelles et alimentent principalement les villes côtières en eau potable. Abdelmalek Sellal a informé les membres de l'APN que des projets de grands barrages sont en cours de réalisation dans plusieurs wilayas, citant Taksebt à Tizi-Ouzou, Koudiet-Asserdoun à Bouira, Mahouane à Sétif et la prise du Chélif dans la wilaya de Mostaganem.

Le ministre des Ressources en eau a également indiqué que 2 964 projets ont été réalisés et un autre est en cours pour le transfert, via des stations, des eaux des barrages vers les Hauts-Plateaux pour leur exploitation, entre autres, dans l'agriculture.

En soulignant que les eaux souterraines constituent une réserve considérable pouvant être exploitée rationnellement à long terme. Concernant les eaux usées, Abdelmalek Sellal a fait état d'un programme initié pour leur exploitation après assainissement, notamment dans l'agriculture, afin de réduire la propagation de la pollution hydrique et les maladies y afférentes. Selon l'hôte de l'APN, la quantité d'eaux usées recyclées sera de 600 millions de mètres cubes.

Synthèse C. B.

ILS SONT EN SOUFFRANCE DEPUIS DES ANNÉES AU PORT D'ALGER

L'insondable «guerre» des containers

L'instruction du gouvernement adressée le 2 août dernier aux entreprises de gestion du port d'Alger a accéléré la campagne de son désengorgement. Selon une source proche de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL), près de 2 000 conteneurs en souffrance au niveau de l'enceinte portuaire depuis plus d'une quinzaine d'années ont été recensés.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La décision prise par le chef du gouvernement a été saluée par les différents intervenants au sein de l'enceinte portuaire. Le syndicat d'entreprise du port d'Alger compte même adresser une lettre à Ahmed Ouyahia pour le «remercier d'avoir pris cette décision et ce, dans le but de permettre à notre entreprise de retrouver ses espaces d'exploitation».

Pour M. Abbès, SG du syndicat d'entreprise de l'EPAL, «c'est une décision salubre qui intervient à un moment où notre entreprise s'est engagée dans un véritable processus de modernisation.

La récupération de ces espaces permettra à notre entreprise d'assurer au mieux ses prestations».

L'opération d'enlèvement des marchandises en souffrance depuis plusieurs années avait été timidement initiée en 2005, puis relancée en juin 2008 suite à une directive gouvernementale. Ainsi, une ambiance particulière caractérise le port d'Alger. L'opération de «nettoyage» est menée sous l'œil vigilant des autorités locales mais égale-

ment sous la houlette de la Direction générale du port d'Alger. «Nous voulons redonner au port d'Alger sa véritable dimension, voire une véritable autonomie de gestion de ses activités», explique-t-on.

La directive a ciblé également les «indus occupants» et autres «personnes n'ayant aucune relation avec l'activité portuaire.

Dès lors, un délai d'une quarantaine de jours a été accordé «aux indus occupants» pour «vider» les lieux, alors que pour les conteneurs en souffrance, il a été décidé de les transférer «illico presto» vers la zone sous douane sise à Sidi Moussa, en attendant de les «détruire ou vendre leurs contenants aux enchères publiques pour le compte du Trésor public».

Identifier les containers

Mais pour mener à bien cette opération, un travail «colossal» est engagé depuis juillet dernier par les responsables de l'enceinte portuaire. Les services des douanes et de police sont parties prenantes de cette opération, dont le déroulement des travaux a mobilisé des équipes

de travailleurs de jour comme de nuit. «L'opération de recensement, toujours en cours, a permis de découvrir des marchandises abandonnées sur les quais depuis le début des années 90. C'est vraiment incroyable. Le port d'Alger a tendance à changer de vocation. Il n'est plus une aire de transit, il est transformé en dépôt», confie un responsable de l'EPAL pour qui «il n'est pas normal qu'on abandonne sa marchandise depuis plus d'une quinzaine d'années sans se soucier de son devenir».

Selon une autre source, «les propriétaires de certains conteneurs sont connus de l'administration des douanes. Très souvent, c'est avec la complicité de l'administration que l'importateur fixe sa stratégie». Et pourtant, ajoute notre source, la réglementation est claire et ne souffre aucune ambiguïté.

En effet, l'article 71 du code des douanes stipule à ce sujet que «la durée maximale de séjour des marchandises dans les magasins et aires de dépôt temporaires est de vingt et un jours».

Passé ce délai, la marchandise peut faire l'objet d'une saisie des services des douanes. Sur un autre chapitre, l'article 74 dudit code stipule qu'«à l'expiration du délai de séjour dans les magasins et aires de dépôt temporaires tel que prévu à l'article 71, l'exploitant est tenu de

conduire les marchandises vers un lieu désigné par l'administration des douanes où elles sont placées d'office sous le régime du dépôt en douane conformément aux dispositions des articles 204, 205 et 209 du présent code».

Une commission mort-née

Le principal obstacle rencontré lors de cette opération réside au niveau de l'identification des conteneurs en souffrance. L'administration portuaire éprouve des difficultés à situer l'emplacement des conteneurs par catégorie de produits. «Des zones entières ont été érigées en véritables cimetières pour les conteneurs au niveau du port d'Alger», a-t-on constaté sur les lieux.

Même constat pour des voitures et autres engins saisis par les services des douanes. L'autre problématique soulevée concerne les marchandises présentant des signes d'avarie ou de détérioration. Selon notre source, le contenu de ces conteneurs pourrait constituer un danger pour la santé et l'environnement.

A ce propos, on indique qu'ils sont 300 containers à l'abandon qui présenteraient des menaces pour l'environnement, alors qu'en 2001, 200 ont été détruits par les structures concernées.

Notons que cette opération n'est pas la première du genre. Déjà en 1999, une commission

regroupant l'ensemble des intervenants, en l'occurrence les douanes, l'EPAL, la Sûreté nationale, la Protection civile, la Direction de la santé de wilaya, la Direction de la concurrence et des prix, l'Inspection de l'environnement et un magistrat du parquet, avait été instituée sur arrêt interministériel. La mission principale de la commission est d'assainir les magasins de stockage. Mais selon notre source, cette commission n'a jamais été opérationnelle. «Elle n'avait ni siège, ni bureau où tenir ses réunions et prendre des décisions au sujet de cette marchandise», explique-t-on.

Cela dit, il est important de noter que le port d'Alger est considéré comme une véritable plate-forme d'échanges extérieurs.

A lui seul, il assure près de 40% des activités commerciales avec l'étranger. Pour preuve, l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL) a réalisé durant l'exercice 2007 un résultat net bénéficiaire de 2,774 milliards de dinars.

L'entreprise a traité, durant la même année, plus de 10 millions de tonnes de marchandises, soit près de 500 000 conteneurs. Or, si le port venait à recouvrer sa vocation initiale, le nombre de containers traités passerait, à court terme, selon un responsable de l'EPAL, à 800 000 containers/an.

A. B.